

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/L/108

9 septembre 1996

(96-3515)

Conseil du commerce des marchandises
19 septembre 1996

QUATRIEME CONVENTION ACP-CE DE LOME

Demande de prorogation d'une dérogation

1. Demande

Comme le prévoit le paragraphe 2 du Mémorandum d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994, toute dérogation en application à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC prendra fin, à moins qu'elle ne soit prorogée, à la date de son expiration ou deux ans après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, si ce délai est plus court. En conséquence, la dérogation concernant la quatrième Convention ACP-CEE de Lomé, qui avait été accordée initialement jusqu'au 29 février 2000 en vertu de la Décision des PARTIES CONTRACTANTES du 9 décembre 1994¹ (ci-après dénommée "la dérogation"), prendra fin le 31 décembre 1996, à moins qu'elle ne soit prorogée. On se souviendra que, conformément à cette décision, il est dérogé aux dispositions du paragraphe 1 de l'article premier de l'Accord général (maintenant le GATT de 1994) dans la mesure nécessaire pour permettre aux Communautés européennes (CE) d'accorder le traitement préférentiel pour les produits originaires d'un certain nombre d'Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) qu'exigent les dispositions pertinentes de la quatrième Convention de Lomé, sans qu'elles soient tenues d'étendre le même traitement préférentiel aux produits similaires de toute autre partie contractante (maintenant Membre de l'OMC). On trouvera ci-joint la liste des actuels Etats ACP parties à la Convention, qui indique également si ces Etats sont Membres de l'OMC. La liste des Etats ACP parties à la Convention n'a pas changé depuis l'octroi de la dérogation.

Les CE et les gouvernements des Etats ACP qui sont également Membres de l'OMC (ci-après dénommés conjointement les "parties à la Convention") demandent la prorogation de la dérogation jusqu'au 29 février 2000. Cette demande est sans préjudice de la position des parties à la Convention concernant la compatibilité de ladite Convention avec l'article XXIV du GATT de 1994 considéré à la lumière de la Partie IV du GATT de 1994.

2. Description des mesures pour lesquelles une prorogation de la dérogation est demandée

Les principales caractéristiques de la Convention ont été décrites dans la demande initiale de dérogation.² Elles n'ont pas changé pour ce qui est de l'objet visé par la dérogation. Dans le domaine du commerce, les dispositions de la Convention continuent d'exiger l'octroi par les CE d'un traitement préférentiel, y compris l'accès en exemption de droits de douane, pour les produits originaires des pays ACP. La Convention continue également de prévoir un système visant à garantir la stabilisation des recettes d'exportation provenant de l'exportation par les pays ACP à destination de la CE, ou vers

¹Document L/7604 du 19 décembre 1994.

²Document L/7539 du 10 octobre 1994 et Corr.1.

d'autres destinations, de produits agricoles et miniers dont leurs économies dépendent et qui sont affectés par des fluctuations des prix et/ou de l'offre.

3. Objectifs spécifiques visés

La Convention vise à améliorer le niveau de vie et le développement économique des Etats ACP, y compris les moins avancés d'entre eux. Le traitement préférentiel pour les produits originaires des Etats ACP qu'exigent les dispositions pertinentes de la Convention est destiné à promouvoir l'expansion des échanges commerciaux et le développement économique des bénéficiaires d'une manière conforme aux objectifs de l'OMC et aux besoins du commerce, des finances et du développement des bénéficiaires, et non à élever des obstacles indus ou à créer des difficultés indues au commerce d'autres Membres de l'OMC.

4. Raisons de la demande de prorogation de la dérogation

Les parties à la Convention sont convaincues que les objectifs de la Convention en matière de politique commerciale sont conformes aux principes, règles et pratiques de l'OMC et compatibles avec les dispositions de l'article XXIV du GATT de 1994 considéré à la lumière de la Partie IV du GATT de 1994. Toutefois, étant donné l'importance des dispositions commerciales de la Convention pour l'économie des Etats ACP et afin d'éviter toute insécurité juridique pour le commerce des Etats ACP, il a été jugé approprié en 1994 de demander une dérogation. Cette considération est toujours valable.

5. Maintien des circonstances exceptionnelles justifiant la dérogation

Les circonstances justifiant la dérogation, en particulier les besoins des Etats bénéficiaires en matière de commerce, de finances et de développement, existent toujours. La Convention a permis de promouvoir la croissance économique des Etats ACP, mais leur développement n'a pas encore atteint un niveau qui permettrait de mettre fin au traitement préférentiel.

6. Respect des modalités et conditions de la dérogation

Les parties à la Convention ont respecté les modalités et conditions de la dérogation. Elles donnent aux autres Membres de l'OMC l'assurance que, lorsque la demande leur en sera faite, elles engageront sans tarder des consultations avec tout Membre de l'OMC intéressé à propos de toute difficulté ou question qui pourrait surgir du fait de la prorogation de la dérogation.

ANNEXE 1

Etats ACP parties à la Convention de Lomé (70)

Angola	Guinée-Bissau*	Rwanda*
Antigua-et-Barbuda*	Guinée équatoriale	Saint-Kitts-et-Nevis*
Bahamas	Guyana*	Saint-Vincent-et-les Grenadines*
Barbade*	Haïti*	Sainte-Lucie*
Belize*	Iles Salomon*	Samoa occidentales
Bénin*	Jamaïque*	Sao Tomé-et-Principe
Botswana*	Kenya*	Sénégal*
Burkina Faso*	Kiribati	Seychelles
Burundi*	Lesotho*	Sierra Leone*
Cameroun*	Libéria	Somalie
Cap-Vert	Madagascar*	Soudan
Comores	Malawi*	Suriname*
Congo	Mali*	Swaziland*
Côte d'Ivoire*	Maurice*	Tanzanie*
Djibouti*	Mauritanie*	Tchad
Dominique*	Mozambique*	Togo
Erythrée	Namibie*	Tonga
Ethiopie	Niger	Trinité-et-Tobago*
Fidji*	Nigéria*	Tuvalu
Gabon*	Ouganda	Vanuatu
Gambie	Papouasie-Nouvelle-Guinée*	Zaïre
Ghana*	République dominicaine*	Zambie*
Grenade*	République centrafricaine*	Zimbabwe*
Guinée*		

*Etats ACP qui sont actuellement Membres de l'Organisation mondiale du commerce (46).